

L'Etat du Valais et la protection du patrimoine bâti

Patrick ELSIG

Le temps des initiatives privées

Dans le canton du Valais comme ailleurs, la protection du patrimoine est tout d'abord le fait d'individus cultivés qui évitent d'une manière ou d'une autre la destruction de témoins du passé¹. On peut penser par exemple aux collectionneurs de monnaies romaines et autres objets anciens. Cependant, pour certains éléments d'architecture antique que l'on récupère au hasard de travaux de construction, la conservation revêt un caractère presque officiel dès le moment où, par exemple, on scelle certaines pierres gravées à l'intérieur de bâtiments publics comme l'hôtel de ville de Sion. C'est le cas de la fameuse inscription de Ponce Asclépiodote, marquée du chrisme, qui s'y trouve en tous les cas dès le début du XVIII^e siècle². La décision prise par l'évêque Hildebrand Jost lors de sa visite de la paroisse de Martigny en 1623 va dans le même sens. Celui-ci demande en effet d'amener à Sion deux colonnes romaines, alors placées devant l'église octodurienne, comme souvenir des temps anciens³. Ces érudits s'arrêtent toutefois exclusivement aux objets, surtout antiques. Les bâtiments, rarement antérieurs au Moyen Age, ne revêtent qu'un caractère purement utilitaire. Ils sont dès lors transformés au goût du jour, si le besoin s'en fait sentir, sans autre souci de conservation que la volonté du propriétaire de garder l'un ou l'autre élément qu'il juge utile ou esthétique. On démolit par exemple, au château de Valère, jusque dans les années 1870, des bâtiments en mauvais état, jugés inutiles⁴. Encore tard dans le XIX^e siècle, les bâti-

¹ On trouvera un très bon aperçu de la problématique de la conservation des monuments jusqu'en 1935 dans l'article d'André DONNET. «Le Musée de Valère et la protection des Monuments d'art et d'histoire en Valais jusqu'à 1935», dans *Vallesia*, I/1946, pp. 87-119.

² François-Olivier DUBUIS et Antoine LUGON, «Sion jusqu'au XII^e siècle. Acquis, questions et perspectives», dans *Vallesia*, XL/1985, p. 50.

³ AEV, Fonds Martigny-Mixte, 864. Ce fait est signalé par Gaëtan Cassina, *L'église paroissiale de Martigny*, Bâle, 1979, p. 4 (Guide de Monuments Suisses, 253).

⁴ ACS, Kalende 35, 23 avril 1879, p. 136.

ments historiques et les ruines sont avant tout considérés comme des jalons de l'histoire locale et rarement comme témoins d'un savoir-faire ancien qu'il s'agirait de conserver comme tel.

On ne saurait donc s'étonner si, dans la première moitié du XIX^e siècle – pour ne citer qu'un exemple emblématique –, à l'époque où la ville de Sion éclate au-delà des murailles qui l'avaient contenue durant plus de cinq siècles, l'on commence à démonter les remparts médiévaux avec une absolue certitude d'aller vers le progrès. Les journaux de l'époque s'en font l'écho, montrant à quel point l'état sanitaire de la ville s'en trouve amélioré⁵. Pourtant, vers le milieu du siècle, les premières voix se font entendre pour protéger les derniers restes du mur d'enceinte, en l'occurrence pour conserver la tour de Savièse, l'une des portes de la cité, dont la démolition avait été décidée en 1850 afin de favoriser la création d'une large avenue au nord de la ville. Un débat est amorcé entre «modernistes» et «conservateurs» et même si, dans ce cas particulier, il tourne en faveur des premiers, la question est posée et la réponse ne va plus de soi⁶. La polémique revient au sujet de la tour des Sorciers, ancien angle des murailles de la ville, qui, écrit-on à l'époque, «fait bien dans le paysage et ajoute une note pittoresque aux lieux»⁷. Par chance pour la tour, la convention de la Planta, signée en juin 1850 entre la Municipalité et l'État pour régler des échanges de terrain devant permettre la réalisation de grandes avenues, ne prévoit sa démolition que si cela s'avère nécessaire. Les voix qui se sont élevées pour son maintien auront probablement contribué à sa sauvegarde, quoique dans une moindre mesure étant donné l'absence de projet de construction à cet emplacement. Après une phase d'engouement pour la modernisation, l'idée de conserver certains monuments historiques représentatifs germe auprès de l'élite cultivée de la ville et apparaît bientôt comme une nécessité culturelle. Dans des souvenirs qu'il écrit entre 1849 et 1870 mais qu'il rattache à l'année 1846, le peintre Laurent-Justin Ritz, père de Raphaël, déplore que «la chapelle épiscopale de Tourbillon à laquelle est attachée tant d'histoire du Moyen Age, tombe complètement en ruine. C'est très triste et pour l'histoire et pour l'art et cela d'autant plus que nos évêques auraient eu en main les moyens de protéger de la destruction ces bâtiments et d'autres semblables»⁸. Une nette évolution est perceptible dans ces lignes. Désormais, le monument n'est plus seulement considéré comme un simple témoin de l'histoire: sa qualité artistique est prise en compte. En cela, Laurent-Justin Ritz se place dans la même ligne que de nombreux érudits extérieurs au canton qui commencent, dès le milieu du XIX^e siècle, à s'intéresser au patrimoine valaisan: l'architecte genevois Jean-Daniel Blavignac, l'érudit bâlois Emil Wick ou l'historien de l'art zurichois Johann Rudolf Rahn, pour ne citer qu'eux.

⁵ Léon IMHOFF, *La démolition des remparts, l'ouverture de la route et de la rue de Lausanne, à Sion 1830-1870*, Sion, 1951, p.10.

⁶ Denise FRANCILLON, «Sion: ouverture à la modernité et recherche d'identité», dans 1788-1988, *Sion; la part du feu. Urbanisme et société après le grand incendie*, Sion, 1988, pp. 174-176.

⁷ Léon IMHOFF, *ibidem*.

⁸ Lorenz Justin RITZ (traduction Félix Carruzzo), *Notes sur ma vie à l'intention de mes chers enfants*, Sierre, 1994, p. 189.

Les premières interventions de l'État

Dès les années 1870, une forte impulsion est donnée à la restauration de monuments historiques, sans autre finalité utilitaire que le maintien de témoins du passé. Les démarches de protection se multiplient et les autorités politiques, relayant l'initiative de quelques précurseurs, prennent largement position pour la conservation de certains bâtiments. La Municipalité de Sion s'indigne par exemple, en 1873, de certains travaux de démolition à Tourbillon destinés à récupérer des matériaux utiles à la construction de la chapelle du Séminaire. Dans sa réponse, après avoir précisé qu'il n'a jamais donné l'autorisation de procéder à de tels travaux, l'évêque, propriétaire des lieux, explique que si l'idée de démolir la chapelle de Tourbillon a effectivement été envisagée, cette option a ensuite été abandonnée définitivement⁹.



La chapelle du château de Tourbillon en 1871, d'après un tableau de Raphaël Ritz (Musées cantonaux du Valais).

(Photo: Heinz Preisig)

⁹ Archives communales de Sion, BCt 2/2 doc. 63.

Durant toute cette époque de mise en place d'un véritable concept de protection du patrimoine, la personnalité du peintre valaisan Raphaël Ritz est incontournable. Celui-ci a toujours joué un rôle de premier plan et a suscité de nombreuses prises de position par le pouvoir politique. C'est en 1875 déjà, comme correspondant local de l'*Indicateur d'Antiquités suisses*, qu'il signale aux lecteurs de cette revue la découverte de peintures murales dans le chœur de l'église de Valère et l'existence de celles de la chapelle de Tourbillon¹⁰.

L'année suivante, c'est à une autre figure marquante des débuts de la protection du patrimoine, l'architecte sédunois Joseph de Kalbermatten, que le Chapitre de la cathédrale s'adresse pour procéder à une inspection générale de l'église de Valère et y envisager quelques travaux de réparation urgents¹¹.

Dans ce mouvement, le pouvoir politique prend conscience de ses responsabilités: «En la session prorogée en mai 1877, la Haute Assemblée a invité le Conseil d'État à présenter au Grand Conseil dans une de ses prochaines sessions un rapport sur la propriété des châteaux féodaux du pays et les mesures à prendre pour leur conservation. Le Département que cela concerne, chargé de l'administration des domaines et de l'entretien des bâtiments n'a pas manqué de s'occuper de cette question et le rapport dont [il] s'agit sera soumis à la Haute Assemblée dans la session du mois de novembre prochain, époque à laquelle les recherches concernant l'origine des châteaux en question pourront être terminées.

D'ores et déjà nous estimons qu'il y aura lieu de faire faire quelques travaux indispensables pour la conservation du château de Tourbillon surtout, qui est incontestablement un de nos plus importants monuments nationaux des temps féodaux et le plus bel ornement du chef-lieu du canton.

Ces travaux qui consisteront à cimenter la couronne des murs afin d'empêcher les érosions causées par les pluies et les intempéries et à clayonner quelques pans de murs lézardés, n'exigeront pas un grand sacrifice de l'État.

Quant aux autres châteaux de moins d'importance historique et depuis longtemps tombés en ruine, nous croyons qu'il suffirait d'en recueillir les traces existantes en un album photographique pour en transmettre le souvenir à la postérité»¹².

C'est peut-être ce but que recherche un recueil de photographies de châteaux valaisans, édité par le libraire sédunois Galerini, en 1885, avec une introduction historique de l'abbé Barthélemy Rameau¹³. L'ouvrage est en tous les cas «dédié au Haut Conseil d'État du Canton du Valais», et l'abbé Jean Gremaud, dans sa préface à la partie historique, précise que «[...] l'ouvrage servira en même temps d'explication aux vues photographiques que publie M. Galerini à Sion. Ces vues conserveront le souvenir de monuments sur lesquels le temps continue à exercer son action destructive. Publiées avec la plus scrupuleuse exactitude, elles laisseront aux générations futures l'image fidèle de l'état dans lequel ils sont actuellement».

¹⁰ *Indicateur d'Antiquités suisses*, 8^e année, Zurich, 1875, p. 589.

¹¹ ACS, Kalende 35, 24 août 1876, p. 90.

¹² *Nouvelle Gazette du Valais* du 19 mai 1878, n° 59, p. 1.

¹³ Barthélemy RAMEAU, *Le Vallais historique. Châteaux et seigneuries*, Sion, 1885.

Le relais populaire

L'enthousiasme pour la protection du patrimoine se communique des autorités à la population. Plusieurs appels en faveur de la restauration des monuments historiques sont publiés par la presse sous la plume, notamment, du notaire, vice-chancelier puis chancelier d'État Charles Roten¹⁴ - car on croit savoir que les articles signés C. R. sont de lui¹⁵. Il lance, en 1877, un vibrant plaidoyer pour la conservation du site historique de Valère et Tourbillon: «On sait que dans bien des cantons et même des villes un peu importantes il se fait des dépenses assez élevées, soit pour la conservation et l'entretien des monuments historiques, soit pour l'achat d'objets d'antiquité destinés à augmenter et alimenter les musées. C'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple, que l'État de Vaud et la ville de Lausanne, comprenant l'immense valeur qu'avait pour eux la cathédrale de Lausanne, ont voté des sommes énormes et ont fait appel à la générosité de tout le canton pour restaurer d'une manière digne de lui ce monument le plus pur de l'art gothique en Suisse, que le temps et le feu du ciel n'avaient pas respecté. Aujourd'hui la flèche de Notre-Dame, rétablie d'après les dessins d'un architecte éminent, s'élève plus resplendissante et plus hardie que jamais dans le ciel et indique au loin la place où Lausanne se cache dans son nid de verdure. Si l'État du Valais et la ville de Sion n'ont ni musée historique à entretenir, ni rubrique à leur budget pour réunir, conserver et acheter les objets d'antiquité épars qui s'en vont à vil prix grossir les collections hors du pays, ils ont, par contre, aussi comme Lausanne leur fleuron qu'ils ne doivent se laisser ravir à aucun prix. Le voyageur qui traverse notre pays, mollement assis dans son coupé de chemin de fer, aperçoit sur les rochers les plus escarpés des premiers contreforts de nos Alpes qui font saillie dans la plaine, des profils sombres se dessinant semblables à des sentinelles mystérieuses et immobiles qui guettent leur proie. Ces sentinelles sont là depuis des siècles et attendent que le temps vienne les relever de leur faction. Ce sont les derniers vestiges de nos manoirs féodaux. Or tandis que toutes ces ruines semblent s'effacer des deux côtés de la vallée comme pour laisser le champ libre dans la plaine, au Rhône, ce seigneur brutal dont la puissance n'a été abattue que depuis peu, seuls les châteaux de Tourbillon et de Valère sont campés fièrement sur leurs bases puissantes au centre de la vallée pour forcer tout venant à les admirer. Et en effet, elles sont bien belles ces deux ruines, monuments de deux âges et de deux symboles différents. Il faut les voir, le soir surtout lorsque les derniers rayons du soleil, perçant les nuages, viennent dorer l'antique église, mettre des jets de flammes dans les vitraux des masures et se jouer à travers les créneaux et les portes du vieux château, tandis que, à leurs pieds, la ville s'efface au milieu des vapeurs du crépuscule, et que, dans le lointain, le Bietschorn se teint de couleur de pourpre.

¹⁴ Jean-Marc BINER, «Autorités valaisannes, 1848-1977/79; Canton et Confédération», dans *Vallesia*, XXXVII/1982, p. 362.

¹⁵ *Nouvelle Gazette du Valais* du 8 décembre 1878, n° 145, p. 2: «Nous publierons sous peu cette notice [l'appel de Ritz pour sauver Tourbillon], traduite par M. Charles Roten dont les appels et les correspondances dans la Nouvelle Gazette ont si puissamment contribué à intéresser l'opinion en faveur de ces débris grandioses d'un monument national».

Malheureusement ici aussi le temps poursuit son œuvre; chaque année des pierres se détachent de l'édifice, des tours s'effondrent, des voûtes se crevassent, des murailles entières s'écroulent ou menacent de s'abîmer et pour peu que cela continue, on ne verra bientôt plus sur ces collines découronnées que des pans de murs épars soutenus à peine par les enlacements du lierre et des amas informes de pierres et de débris, envahis par les ronces et les buissons où les chèvres iront chercher leur pâturage et les serpents établir leur repaire. Peut-on se représenter la ville de Sion, la capitale du canton, sans ces deux châteaux qui en font tout le pittoresque, toute la beauté? Nous n'entendrions plus la cloche argentine nous envoyer du haut des airs son salut de midi; et le sentier rocailleux où se déroulent les longues processions se rendant au sanctuaire vénéré deviendrait à jamais désert! Non. A tout prix il faut se garder d'un pareil vandalisme. Que l'État, l'Evêché, le Chapitre, le Séminaire, la ville et la bourgeoisie se concertent, s'unissent et nomment un comité chargé de prendre les mesures et de surveiller les travaux; que les sociétés s'organisent et donnent des représentations et des concerts, que tous enfin apportent leur obole, et ces ruines admirables, sinon restaurées, du moins préservées d'une destruction totale par une souscription nationale, continueront à braver pendant longtemps encore les injures du temps et à porter aux générations futures les souvenirs passés»¹⁶.

L'année suivante, Raphaël Ritz renchérit en rappelant l'état désastreux de la chapelle de Tourbillon: «[...] De toutes ces fresques, bon nombre ont été détruites ces dernières années encore par pur besoin de mal faire ou par l'effet de la neige. Il est temps d'arracher à une destruction complète ce qui subsiste encore et qui excite l'intérêt à juste titre. La voûte devrait surtout être conservée et cependant tout récemment encore des écoliers lui ont fait subir un véritable bombardement. [...] Malgré les assauts et les incendies, cette chapelle offre encore bien des choses intéressantes: Nous est-il réservé d'achever l'œuvre de destruction? Contraste étrange! Jadis cette chapelle richement ornée, abritait l'évêque officiant pontificalement, l'encens brûlait dans son enceinte et s'élevait vers les voûtes. Aujourd'hui les chèvres escaladent les chapiteaux et les ruines et l'on n'y voit que la fumée des feux de bergers»¹⁷.

Ces appels sont largement entendus et suivis de diverses actions populaires qui permettent de récolter les fonds nécessaires aux premiers travaux de consolidation des châteaux sêdunois, entrepris dès 1878. Pour celui de Tourbillon, on se base sur un rapport de l'architecte Joseph de Kalbermatten et de l'ingénieur Joseph Clo. L'idée d'une restauration poussée qui rendrait au château sa physionomie médiévale paraît intéressante à ces derniers, mais les énormes dépenses qui en résulteraient ne leur permettent pas un projet dans ce sens. Ils proposent une simple consolidation des ruines qui éviterait de manière durable l'écroulement des maçonneries par des rejointoyages et la pose de tirants métalliques¹⁸. Pour celui de Valère, c'est à la condition que les travaux se fassent sous la surveillance de Joseph de Kalbermatten que le Chapitre accepte que l'on touche aux maçonneries des anciennes maisons capitulaires¹⁹.

¹⁶ *Nouvelle Gazette du Valais* du 14 décembre 1877, n° 148, pp. 2-3.

¹⁷ *Nouvelle Gazette du Valais* du 11 décembre 1878, n° 146, p. 3.

¹⁸ *Nouvelle Gazette du Valais* du 8 décembre 1878, n° 145, p. 2.

¹⁹ ACS, Kalende 35, mai 1878, p. 120.

La Commission archéologique

La consolidation des deux châteaux sédunois constitue toutefois une exception, malgré le désir du Conseil d'État de s'inquiéter de la survie d'autres monuments disséminés dans le canton. Il n'existe ni cadre légal ni conception globale pour la conservation du patrimoine cantonal. En 1879, c'est d'abord le patrimoine mobilier dont le Grand Conseil vise la protection en créant, à l'initiative de Raphaël Ritz, si l'on en croit son agenda, une *Commission archéologique*²⁰. Cette dernière a en effet pour mission d'éviter la disparition hors du canton des richesses artistiques locales. On songe également par cette décision à compléter les premiers fonds d'objets anciens rassemblés dès 1829 par le père jésuite Etienne Elaerts dans le cadre du Collège, en vue de créer à Sion un véritable musée archéologique. La circulaire que la commission diffuse dès juillet 1879 pour préciser les objets qu'elle recherche mentionne ainsi: «vitraux, autels sculptés avec tableau (triptyques), peintures sur bois, sculptures anciennes, ivoires, gravures sur cuivre ou bois, monnaies et médailles, armes et armures, documents, manuscrits et livres avec enluminures ou gravures, drapeaux, restes de tombes celtiques ou romaines, costumes, outils et ustensiles des premiers temps de l'histoire valaisanne, etc.»²¹. En 1881, la commission reçoit officiellement la charge de constituer une collection représentative de l'histoire du Valais à toutes ses époques, et, deux ans plus tard, elle peut inaugurer au château de Valère le Musée archéologique cantonal. Dès lors, la commission veillera surtout à la gestion de ce dernier et à l'accroissement de ses collections, tant par des fouilles que par des achats ou des dons.

C'est avec l'église de Valère que démarre, en 1892, le premier projet d'envergure touchant une restauration de bâtiment. Les instances cantonales, qui peuvent compter au besoin sur le concours des membres de la Commission archéologique, ne sont ici plus seules à intervenir; les experts de la Confédération apportent leur concours, insufflant au chantier qui durera de 1896 à 1902 les plus récents principes adoptés en matière de conservation de monuments²². Ces experts font partie de la *Commission fédérale pour la Conservation d'Antiquités suisses*, créée en février 1887 pour suivre les chantiers subventionnés par la Confédération. Le parlement avait en effet décidé l'année précédente d'établir un budget annuel pour la conservation du patrimoine suisse. C'est au sein du comité de la *Société pour la Conservation des Monuments de l'Art historique suisse*, fondée en 1880 par des personnes sensibles à la perte du patrimoine national (Théodore de Saussure, Johann Rudolf Rahn, etc.) que sont choisis les experts fédéraux, jusqu'en 1915, lorsque se constitue une commission d'experts dépendant directement de la Confédération.

²⁰ Walter RUPPEN, *Raphaël Ritz (1829-1894), Leben und Werk. Ein Walliser Maler des 19. Jahrhunderts aus der Düsseldorfer Schule*, Vira, 1971, p. 117.

²¹ AEV, Fonds 2 DIP monuments historiques, 34-37, doc. 1.

²² Sur l'histoire de la restauration des monuments en Suisse, voir Albert KNÖPFLI, *Schweizerische Denkmalpflege, Geschichte und Doktrinen*, Zürich, 1972.

La loi du 28 novembre 1906 et la Commission des Monuments historiques

A la fin du XIX^e siècle, la conservation de monuments *in situ* est définitivement entrée dans les travaux que l'État estime être de son ressort, même si aucune législation ne la régit encore précisément. Dans un premier temps, on se borne à donner un cadre juridique à la gestion du Musée archéologique et numismatique, par l'arrêté du 17 juin 1896²³. Néanmoins, le chef du Département de l'Instruction publique se plaît à relever en 1897 que «pour la conservation de ses monuments (Saint-Pierre, Valère, Tourbillon, St-Maurice et Martigny), le Valais s'est imposé les plus lourds sacrifices représentant, au bas mot, une somme de 80'000 frs»²⁴. Les sites mentionnés comprennent autant des fouilles archéologiques (à Martigny et Saint-Maurice) que des restaurations de monuments (les églises de Saint-Pierre-de-Clages, de Valère et le château de Tourbillon). En 1899, poussé par l'exemple de la loi vaudoise sur la conservation des monuments et objets d'art édictée l'année précédente, le Conseil d'État rend attentif le Grand Conseil à la nécessité d'une législation élargie, en Valais aussi, pour la protection du patrimoine. Un premier budget est d'ailleurs octroyé cette année-là sous la rubrique «Inventaire des monuments et curiosités historiques»²⁵. Si le cadre légal sera fixé quelques années plus tard, l'inventaire des monuments, base indispensable pour une gestion cohérente des richesses du canton, n'arrivera jamais véritablement à son terme. Il était prévu d'établir une «liste des monuments et objets ayant un intérêt historique qui existent dans le canton»²⁶. Cette liste aurait été divisée en deux parties: la première comprenant les immeubles (châteaux, églises, clochers, édifices publics, maisons de communes et maisons particulières), la deuxième, les objets (meubles d'églises, mobilier et documents). La volonté d'établir un tel inventaire accompagné d'une documentation photographique est manifeste, mais en 1903, le Conseil d'État est obligé d'admettre que le cadre légal doit précéder toute recherche. L'inventaire rencontre en effet de grosses difficultés, ainsi que le reconnaît son responsable, l'architecte Alphonse de Kalbermatten, fils de Joseph: «il est impossible de songer à faire un travail complet et suivi, sans un arrêté du Conseil d'État, car ni les communes, ni les paroisses et encore moins les particuliers n'aiment à autoriser le premier venu à s'immiscer dans leurs affaires»²⁷. Le Conseil d'État envisage alors

²³ *Recueil des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais*, XVII, Sion, 1896, pp. 151-155.

²⁴ *Rapport de gestion du Conseil d'État pour l'année 1897*, Département de l'Instruction publique, p. 16.

²⁵ *Rapport de gestion du Conseil d'État pour l'année 1899*, Département de l'Instruction publique, p. 25.

²⁶ *Rapport de gestion du Conseil d'État pour l'année 1897*, Département de l'Instruction publique, pp. 25-26.

²⁷ *Rapport de gestion du Conseil d'État pour l'année 1903*, Département de l'Instruction publique, p. 73.

d'établir une loi qui instituerait en particulier une commission spéciale responsable de l'inventaire. On estime qu'il serait possible d'élargir pour ce faire les compétences de la Commission archéologique²⁸. En novembre 1906 enfin, le Grand Conseil adopte la loi sur la conservation des objets d'art et des monuments historiques (voir annexe)²⁹. Elle est suivie, en 1907, du règlement d'exécution³⁰. Cette loi constitue en fait l'application cantonale de l'arrêté fédéral de 1886 sur la protection des monuments historiques³¹. Dès lors, la conservation du patrimoine bâti est placée sous la responsabilité d'une *Commission des Monuments historiques* instaurée par la nouvelle loi. Cette dernière reprend aussi les attributions de la précédente commission, à savoir la gestion du Musée archéologique et numismatique, ainsi que le contrôle des fouilles archéologiques. Sous la présidence du chef du Département de l'instruction publique, alors Joseph Burgener, elle comprend en particulier deux figures marquantes de la protection du patrimoine: Joseph de Kalbermatten, vice-président, et Joseph Morand, secrétaire. Avec une base légale solide, la nouvelle commission peut commencer son travail. Comme le demande la loi de 1906, l'inventaire du patrimoine cantonal est remis sur le métier par les soins de Joseph Morand³². En 1909, ce dernier peut annoncer avec enthousiasme que l'étude du Bas-Valais est terminée et que celle du Haut est en cours³³. En mars 1910, la commission propose au Conseil d'État le classement d'une première série d'environ cinquante éléments majeurs du patrimoine. Une avalanche de recours tombe, en particulier de la part du clergé haut-valaisan. Les cas sont difficiles à résoudre et l'évêque ne montre guère d'empressement à soutenir la commission. Le classement est alors suspendu et seule l'approche scientifique de l'inventaire (documentation, photographies, etc.) se poursuit. Pendant longtemps, la commission se cantonne essentiellement aux monuments majeurs de l'architecture médiévale. Les principaux chantiers amorcés continuent: le château de Valère, l'église de Saint-Pierre-de-Clages ou le château de la Bâtiâz. Le programme s'élargit ensuite et porte sur des édifices plus modestes: les remparts de Saillon, le clocher de l'abbaye de Saint-Maurice, etc.

²⁸ *Rapport de gestion du Conseil d'État pour l'année 1905*, Département de l'Instruction publique, p. 26.

²⁹ *Recueil des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais*, XXI, Sion, 1906, pp. 251-257.

³⁰ *Recueil des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais*, XXII, Sion, 1910, pp. 33-39.

³¹ Pascal GRIENER et Pascal RUEDIN (dir.), *Le Musée cantonal des Beaux-Arts de Sion, 1947-1997. Naissance et développement d'une collection publique en Valais: contextes et modèles*, Sion, 1997, p. 31.

³² AEV, Fonds de Kalbermatten, architectes, C2/2.

³³ *Rapport de gestion du Conseil d'Etat pour l'année 1909*, Département de l'Instruction publique, p. 24.

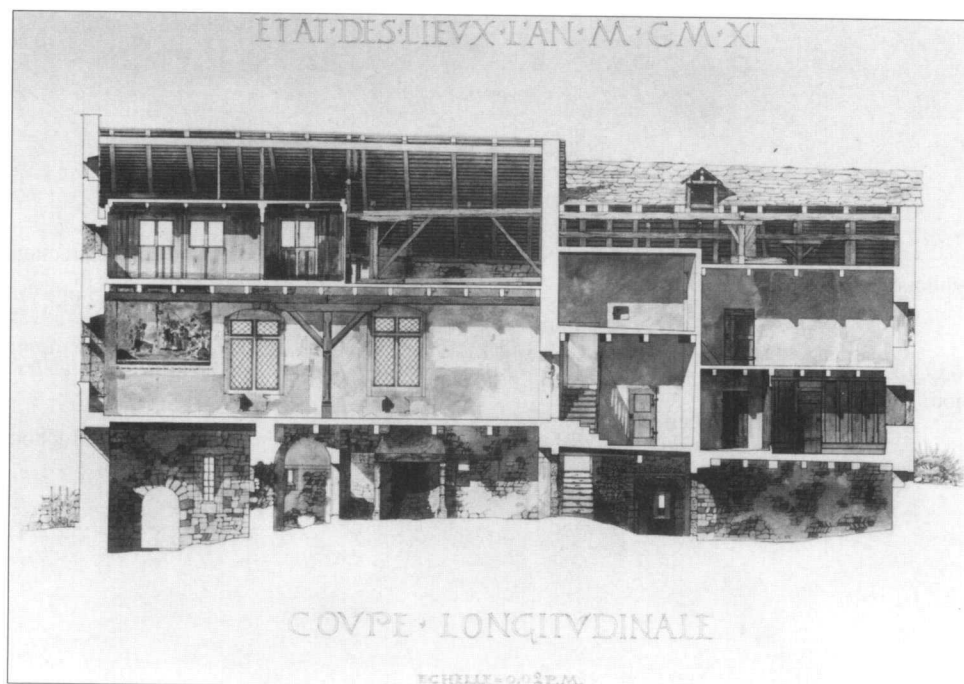


*Travaux à la tour d'entrée
du château de Valère,
vers 1912
(Archives d'Etat du Valais,
auteur anonyme).*

(Reproduction: Heinz Preisig)

*Relevé du bâtiment dit «des Calendes», à Valère, établi par le bureau d'architectes de
Kalbermatten et présentant l'état des lieux en 1911 (Archives d'Etat du Valais, fonds de
Kalbermatten architectes).*

(Photo: Heinz Preisig)



La création du poste d'archéologue cantonal

Dès 1913, Joseph Morand, secrétaire de la Commission des Monuments historiques et véritable cheville ouvrière de celle-ci, attire l'attention du chef du Département de l'instruction publique sur ce qui lui apparaît comme un mauvais fonctionnement de la commission. Il juge préférable de nommer un archéologue cantonal, à l'instar de ce qui s'est fait dans le canton de Vaud, avec des responsabilités élargies, plutôt que de laisser toutes les décisions à un comité de 7 personnes. «Le plus sûr moyen de ne rien faire [...] est d'avoir recours à trop de personnes à la fois. On complique considérablement la besogne en voulant la simplifier»³⁴. Consulté, Albert Naef, président de la Société pour la Conservation des Monuments de l'Art historique suisse, se montre entièrement d'accord avec les propositions de Joseph Morand, estimant que la commission doit rester consultative afin de seconder l'archéologue cantonal dans ses attributions et orienter le Conseil d'État dans ses décisions. Après de longues discussions, le poste d'archéologue cantonal est finalement créé en 1917 et Joseph Morand en devient le premier titulaire.

Responsable dès lors des recherches archéologiques et de la conservation du patrimoine, il reprend en outre la gestion du Musée archéologique et numismatique. Travaillant d'arrache-pied et avec beaucoup d'enthousiasme, il accomplit un travail énorme qui ne sera malheureusement pas continué sur le même rythme après son décès, survenu en 1932.

Dès son entrée en fonction, le nombre de chantiers de restauration supervisés par la Commission des Monuments historiques augmente. À côté des «grands classiques» en continuel travaux que sont Valère, Tourbillon, le château de la Bâtière ou l'église de Saint-Pierre-de-Clages, Joseph Morand s'attache également à des objets plus modestes, mais toujours d'époque médiévale ou considérés comme tels: le gibet d'Ernen, les peintures de l'ancienne auberge de Vaas, les ruines du château de la Soie, le clocher de Bourg-Saint-Pierre, le pont de la Dala à Loèche, etc. Les interventions, souvent en collaboration avec les experts de la Confédération, cherchent avant tout à redonner au monument son aspect médiéval, en supprimant bien souvent les phases de transformation plus récentes. Il est courant aussi de reconstituer «à l'identique» des maçonneries que l'on estime trop abîmées, privilégiant par là l'image générale des structures au détriment de la valeur intrinsèque de leurs éléments constitutifs. Les restaurateurs prennent toutefois le soin, la plupart du temps, d'indiquer clairement les parties ainsi refaites à neuf. Assez peu souvent malheureusement, les restaurations sont accompagnées d'une étude archéologique et historique du monument ou celle-ci demeure succincte. Les publications des résultats sont encore plus rares et souvent réduites à un simple compte rendu. On aboutit malgré tout de temps à autre à des ouvrages de plus grande envergure, intégrés dans des séries nationales comme *La Maison Bourgeoise en Suisse*, dont le volume valaisan, préparé dès 1911, a été publié en 1935 avec la collaboration de nombreuses personnalités locales³⁵.

³⁴ André DONNET, *op. cit.*, p. 115, citant une lettre de Joseph Morand adressée au chef du Département de l'Instruction publique, datée du 11 juillet 1913.

³⁵ Collectif, *Canton du Valais*, Zurich, 1935 (*La maison bourgeoise en Suisse*, 27).

En 1926, la création d'un poste d'architecte cantonal au sein du Département des Travaux publics instaure une implication dès lors régulière de ce dernier dans la protection du patrimoine, en particulier pour l'entretien et la restauration des monuments appartenant à l'État. Une collaboration de plus d'un demi-siècle s'instaure alors entre les archéologues et historiens du Département de l'Instruction publique et les architectes du Département des Travaux publics. Karl Schmid, premier architecte cantonal (1926-1959) ouvre même son bureau à des projets de restauration d'édifices n'appartenant pas à l'État mais dont la Commission des Monuments historiques cherche à favoriser la restauration.

Les années 1930: une difficile époque de transition

A la suite du décès de Joseph Morand, en 1932, l'intérim est assuré par les autres membres de la Commission des Monuments historiques avant la nomination d'un nouvel archéologue cantonal, l'année suivante, en la personne de Pierre Courthion. Occupant ce poste à mi-temps seulement, celui-ci n'a guère le loisir de se consacrer spécifiquement à la conservation des monuments, si ce n'est pour parer aux urgences et terminer les restaurations entreprises par son prédécesseur. Plutôt tourné vers la muséographie, il occupe le peu de temps qu'il passe en Valais à la réorganisation du Musée archéologique. Il n'aura toutefois pas le temps d'en remodeler l'ensemble de la présentation. Les difficiles problèmes économiques de cette décennie n'améliorent pas la situation. En 1935, le Conseil d'État décide de réorganiser l'administration valaisanne et, dans la vague des restructurations, de supprimer le poste d'archéologue cantonal. Même si la Commission des Monuments historiques demeure, la perte de ce poste spécialisé est difficile à combler. On cherche malgré tout une solution: «La séance annuelle de la Commission a eu lieu le 17 juin 1935. A cette occasion, elle s'est notamment occupée des mesures à prendre du fait de la suppression du poste d'archéologue cantonal. Malgré leurs absorbantes fonctions, M. le Dr Meyer, archiviste cantonal, et M. Schmid, architecte cantonal, ont bien voulu accepter de se répartir la tâche remplie jusqu'ici par M. Pierre Courthion que nous remercions pour les services rendus pendant son court passage au service des Monuments historiques»³⁶.

Si l'on conserve avec raison la complémentarité entre historiens et architectes, le rattachement des tâches nombreuses de l'archéologue cantonal aux fonctions déjà bien fournies d'archiviste et d'architecte cantonaux n'est bien entendu pas pour augurer d'une grande activité dans la protection du patrimoine. Dans le cas particulier des bâtiments, plus, bien évidemment, que dans la recherche archéologique ou la muséographie, l'architecte cantonal prend un poids prépondérant durant cette époque de transition. Son bureau établit par exemple tous les plans pour l'extension du musée de Valère dans les locaux du bâtiment dit «des Communs» et gère les aspects administratifs et techniques de nombreuses restaurations, comme le château épiscopal de Loèche. La Commission des Monuments historiques n'est plus guère appelée à siéger.

³⁶ *Rapport de gestion du Conseil d'État pour l'année 1935*, Département de l'Instruction publique, p. 15.

Il est toutefois évident qu'une telle concentration de fonctions n'est pas heureuse et dès le début des années 1940, on cherche à placer à la tête de chaque domaine un responsable adéquat. André Donnet, nommé en 1941 archiviste et bibliothécaire cantonal, et partageant dès lors, avec l'architecte Karl Schmid, la responsabilité des recherches archéologiques, de la conservation des monuments historiques et de la gestion muséographique, pousse largement dans ce sens. C'est ainsi qu'Albert de Wolff est nommé en 1944 à la tête des Musées cantonaux (alors constitués par le Musée archéologique, à Valère, et le Médaillier, le Musée des Beaux-Arts étant déjà en projet)³⁷. Dans la lancée, en 1947, Anton Gattlen est désigné comme adjoint pour la Bibliothèque et Grégoire Ghika, comme adjoint pour les Archives (quand André Donnet démissionne, en 1968, les deux adjoints reprennent les charges respectives d'archiviste cantonal et de bibliothécaire cantonal). Outre cette dotation en personnel spécialisé, André Donnet relance la recherche historique, suscitant de nombreuses études, en particulier dans le domaine du patrimoine, multipliant les trop rares approches de la première moitié du XX^e siècle. On peut citer à titre d'exemple les nombreuses études de châteaux entreprises par l'archéologue genevois Louis Blondel, qui lient d'une manière très circonstanciée l'approche archéologique sur le terrain et les dépouillements d'archives. Elles sont publiées dans des revues d'histoire valaisanne: d'abord dans les *Annales valaisannes*, puis dans *Vallesia*, bulletin annuel des services culturels de l'État, justement créé en 1946 par André Donnet pour favoriser la publication de mémoires historiques.

Le Service pour la Défense du Patrimoine artistique

Dans un réflexe conservateur, certains parlementaires tentent de préserver par des dispositions légales une identité valaisanne dans la construction. Sur des motions présentées par les députés Edmond Giroud, François de Preux et Lucien Lathion, le Conseil d'Etat crée en septembre 1942, au sein du Département de l'Instruction publique, un Service pour la Défense du Patrimoine artistique dont le premier responsable est l'écrivain et professeur de littérature et d'histoire Maurice Zermatten.

Le colonel Edmond Giroud devient avec Maurice Zermatten le fer de lance de la conception architecturale défendue par le nouveau service et par le Heimatschutz dont ils sont président et secrétaire de nombreuses années durant. Dans une époque de prolifération de constructions contemporaines utilisant des matériaux nouveaux, ils cherchent à lutter contre l'emploi massif du béton, contre l'arrivée de toits plats, contre les constructions incohérentes faites par des gens non formés, etc. Ils tentent d'imposer un type de maison composé d'éléments traditionnels, vignerons, avec un toit à deux pans, l'emploi de matériaux indigènes comme la pierre ou le tuf pour les encadrements, l'utilisation d'arcs en plein cintre, etc. La maison de Maurice Zermatten, à Sion, ou celle d'Edmond Giroud, à Saint-Pierre-de-Clages, sont d'excellents exemples de cette conception. Afin d'encourager les interventions architecturales respectueuses des sites dans lesquelles elles

³⁷ Pascal GRIENER et Pascal RUEDIN (dir.), *op. cit.*, p. 78.

s'insèrent, un crédit destiné à leur subventionnement est débloqué, au sein du budget du Département des Travaux publics.

En l'absence d'organe directement responsable de la protection du patrimoine bâti, suite à la suppression du poste d'archéologue cantonal, on demande au nouveau service de prendre en main ce domaine et Maurice Zermatten se voit attribuer la charge de secrétaire de la Commission des Monuments historiques qu'il est chargé de sortir de sa léthargie³⁸. Mais la notion de patrimoine, telle qu'il la défend, va au-delà des seuls monuments pour toucher les sites dans leur ensemble et même les traditions populaires. Sa promotion se fait en particulier par des conférences sur des thèmes très conservateurs: «mission de la femme au village, la maison valaisanne, construisons valaisan, défendons le village, le costume et le patois, grandeur paysanne, etc.». Assez vite, le nouveau service se tourne presque exclusivement vers les constructions nouvelles, protégeant plutôt les sites dans leur ensemble que les bâtiments individuels. Une de ses grandes «victoires» consiste en la promulgation, en avril 1944, d'une ordonnance sur les constructions qui instaure en particulier une commission cantonale chargée de contrôler la qualité de tout nouvel édifice. Deux ans plus tard, par une décision de juin 1946, «Le Conseil d'État a créé au service de l'architecte cantonal un secrétariat du service de la protection des sites et de la Commission cantonale des Constructions»³⁹. La Commission cantonale des Constructions sera présidée jusqu'en 1981 par Maurice Zermatten. Grâce à elle, même si l'apport d'une nouvelle architecture de qualité a certainement été freiné, de nombreux débordements malheureux ont pu être évités. Si la mise en place, par à-coups, des organes responsables du patrimoine bâti et des sites, en les attribuant tantôt au Département de l'Instruction publique, tantôt au Département des Travaux publics, ne semble guère poser de problèmes alors, cet écartèlement va se révéler souvent préjudiciable, ensuite, à une gestion coordonnée et cohérente de la protection du patrimoine bâti dans toutes ses implications.

Le Service de la Défense du Patrimoine artistique est aussi l'un des initiateurs du musée des Beaux-Arts, inauguré en 1947 au château de la Majorie. Il lance encore, ou plutôt relance, l'idée d'un inventaire des monuments et objets d'art et d'art populaire. Ainsi, sous la direction d'une *Commission des Monuments d'Art et d'histoire*, une quinzaine de correspondants récoltent le matériel de base qui aurait dû aboutir à la publication d'une histoire de l'art en Valais. Le conservateur des Musées cantonaux, propulsé secrétaire de cette commission dès sa nomination en 1944, en représente un rouage essentiel par sa participation scientifique et technique.

Redynamisée par Maurice Zermatten, la Commission des Monuments historiques envisage de terminer l'inventaire et les classements entrepris au début du siècle. Elle s'attelle aussi à l'étude de plusieurs réfections, dirigées du point de vue

³⁸ *Rapport de gestion du Conseil d'État pour l'année 1943*, Département de l'Instruction publique, pp. 12-13 et *Rapport de gestion du Conseil d'État pour l'année 1944*, Département de l'Instruction publique, pp. 15-16.

³⁹ *Rapport de gestion du Conseil d'État pour l'année 1946*, Département des Travaux publics, p. 254.

technique par l'architecte cantonal. Grâce à une augmentation régulière des budgets consacrés à la restauration des monuments, il est possible de subventionner également des objets modestes, d'intérêt local, et d'aller timidement au-delà des seuls édifices médiévaux (maison bourgeoise de Grône, chemin des chapelles de Saas Fee, etc.).

La lente reconstitution du poste d'archéologue cantonal

Orientant son champ d'activité vers le contrôle des nouvelles constructions et assez vite surchargé, le Service pour la Défense du Patrimoine artistique ne peut s'occuper efficacement de tous les domaines qu'il touche dès sa création, en particulier de la protection du patrimoine bâti. De plus, une commission de plusieurs membres pour le suivi de la conservation des monuments historiques n'est pas une solution idéale, comme Joseph Morand le faisait déjà remarquer au début du siècle, surtout du fait que la participation à la commission était ressentie comme honorifique. L'architecte cantonal et l'archiviste cantonal ont eux aussi d'autres priorités. On sent peu à peu la nécessité de confier à une personne véritablement spécialisée dans ce domaine la responsabilité des recherches archéologiques et des monuments historiques.

C'est ainsi que l'on demande en 1958 à François-Olivier Dubuis, professeur au collège de Sion (latin, grec, français et histoire), de reprendre le secrétariat de la Commission des Monuments historiques, alors composée, outre le secrétaire, du chef du Département de l'Instruction publique Marcel Gross, président, de Maurice Zermatten, écrivain, d'Albert de Wolff, conservateur des Musées cantonaux, de l'architecte Henri de Kalbermatten, fils d'Alphonse, et de deux historiens, le chanoine Léon Dupont Lachenal et l'abbé Albert Carlen. François-Olivier Dubuis n'obtient toutefois qu'une décharge de trois heures d'enseignement par semaine pour cette fonction qu'il ne pourra assumer à plein temps que près de dix ans plus tard. La protection du patrimoine est néanmoins redynamisée et la commission est plus régulièrement consultée, en particulier sur les préavis de classement donnés par le nouvel archéologue cantonal⁴⁰. Quand le futur service dirigé par François-Olivier Dubuis sera suffisamment pourvu en personnel, la gestion et la recherche dans le domaine de la protection du patrimoine pourront se faire sans la Commission des Monuments historiques, par trop honorifique, qui sera supprimée *de facto*.

Le nombre de bâtiments restaurés avec l'aide des organes de l'État va dès lors constamment augmenter, et si, au départ, l'archéologue cantonal n'avait quasiment aucun poids auprès des particuliers et des institutions qu'il fallait presque supplier pour obtenir la permission d'effectuer une analyse, un long travail d'information et l'évolution du contexte culturel ambiant permettent de renverser le processus. Peu à peu, des communes, des paroisses, puis des particuliers lui demandent conseil et se déclarent prêts à admettre le classement de leur bien. Il convient

⁴⁰ Rapport de gestion du Conseil d'État pour l'année 1958, Département de l'Instruction publique, p. 125.

de préciser que depuis les tentatives malheureuses du début du siècle, aucun classement n'a été imposé par l'État, mais a toujours fait suite à une demande du propriétaire, bien souvent suggérée, il faut le reconnaître, par le responsable des monuments. La palette des activités de l'archéologue cantonal reste toutefois vaste puisqu'il s'occupe autant de recherches archéologiques que de conservation du patrimoine bâti. François-Olivier Dubuis peut cependant compter sur le concours de nombreux spécialistes extérieurs au canton, pour les différents domaines qu'il estime ne pas maîtriser lui-même, en particulier la préhistoire et l'époque romaine. De plus, en 1961, l'État lui adjoint un assistant aux monuments historiques.

Les fouilles archéologiques et les restaurations sont exploitées scientifiquement par le nouvel archéologue cantonal et aboutissent à la publication de très nombreuses monographies historiques⁴¹. Celles-ci visent en finalité une connaissance renouvelée de l'histoire valaisanne dans ses domaines de prédilection: l'origine et le développement des paroisses du diocèse ou le développement urbain de la ville de Sion. Si de nombreuses monographies de bâtiments ou de châteaux émaillent également ses recherches, François-Olivier Dubuis ne poussera pas plus loin une synthèse à ce propos, étant donné le vaste travail déjà effectué par Louis Blondel. L'analyse artistique des édifices et de leur contenu est cependant laissée de côté, étant entendu que cette approche reste l'apanage de l'inventaire des monuments d'art et d'histoire.

La collaboration avec le Service des Bâtiments se développe sous les auspices de l'architecte cantonal Charles Zimmermann (1961-1979), qui succède à Karl Schmid, décédé accidentellement en 1959. Il se charge des aspects techniques et administratifs des chantiers touchant les bâtiments de l'État, laissant à l'archéologue cantonal l'approche historique. Les autres chantiers sont conduits par des architectes locaux, l'archéologue apportant son conseil, le cas échéant avec l'appui technique d'ingénieurs et l'aide des experts fédéraux.

La création de nouveaux offices pour l'étude et la sauvegarde du patrimoine

L'inventaire des monuments d'art et d'histoire avance, toujours en vue d'une publication: des photographies sont prises, des plans sont levés. Mais en avril 1966, la systématique de recherche change radicalement. Par décision du Conseil d'État, on remplace les nombreux correspondants locaux qui travaillaient sous la direction du conservateur des Musées cantonaux par une seule personne responsable d'un nouvel *Office des Monuments d'art et d'histoire* rattaché aux archives. Le travail de celui-ci est supervisé par un conseil de trois membres et par la *Société*

⁴¹ Antoine LUGON, «Bibliographie des publications de M. François-Olivier Dubuis», dans *Vallesia*, XLII/1987, pp. VIII-XIII, et plus récemment, François-Olivier DUBUIS et Antoine LUGON «Les premiers siècles d'un diocèse alpin: recherches, acquis et questions sur l'évêché du Valais», 3 parties: *Vallesia*, XLVII/1992, pp. 1-61; *Vallesia* XLVIII/1993, pp. 1-74; *Vallesia* L/1995, pp. 1-196.

d'histoire de l'art en Suisse, responsable de l'édition des publications. En septembre de la même année, l'historien de l'art Walter Ruppen est nommé rédacteur des volumes haut-valaisans; les premiers paraissent dès 1976⁴².

Dans les années 1960 démarrent aussi les premiers travaux de protection des biens culturels. Outre le microfilmage d'archives anciennes, commencé dès 1963, on construit des abris pour les biens mobiliers et l'on procède à une documentation des édifices historiques (relevés, photographies). Face au développement de ces tâches, le Conseil d'État crée l'*Office de la Protection des biens culturels* en novembre 1980 et en confie la responsabilité dès janvier 1981 à Jean-Marc Biner. Ce dernier établit en premier lieu un inventaire des biens d'importance nationale, régionale et locale et diffuse le plus largement possible les informations concernant la protection des biens culturels au public et aux collectivités.

Auprès de l'Office des Monuments d'art et d'histoire est créé, en 1970, un deuxième poste destiné au Valais romand, sauvegardant ainsi l'équilibre des langues. Après Elisabeth Rossier qui l'occupe de 1971 à 1973, ce poste est attribué à Gaëtan Cassina qui entre en fonction en janvier 1976. Enfin, dans le but d'élargir la palette des bâtiments étudiés, un projet de recherche est lancé en 1971 sur le thème de la maison rurale, jusqu'alors largement occultée par l'analyse des réalisations architecturales plus prestigieuses. Les travaux aboutissent à l'édition d'un premier ouvrage en 1987, sous l'égide de la Société suisse des Traditions populaires⁴³.

Le Service des Monuments historiques et Recherches archéologiques

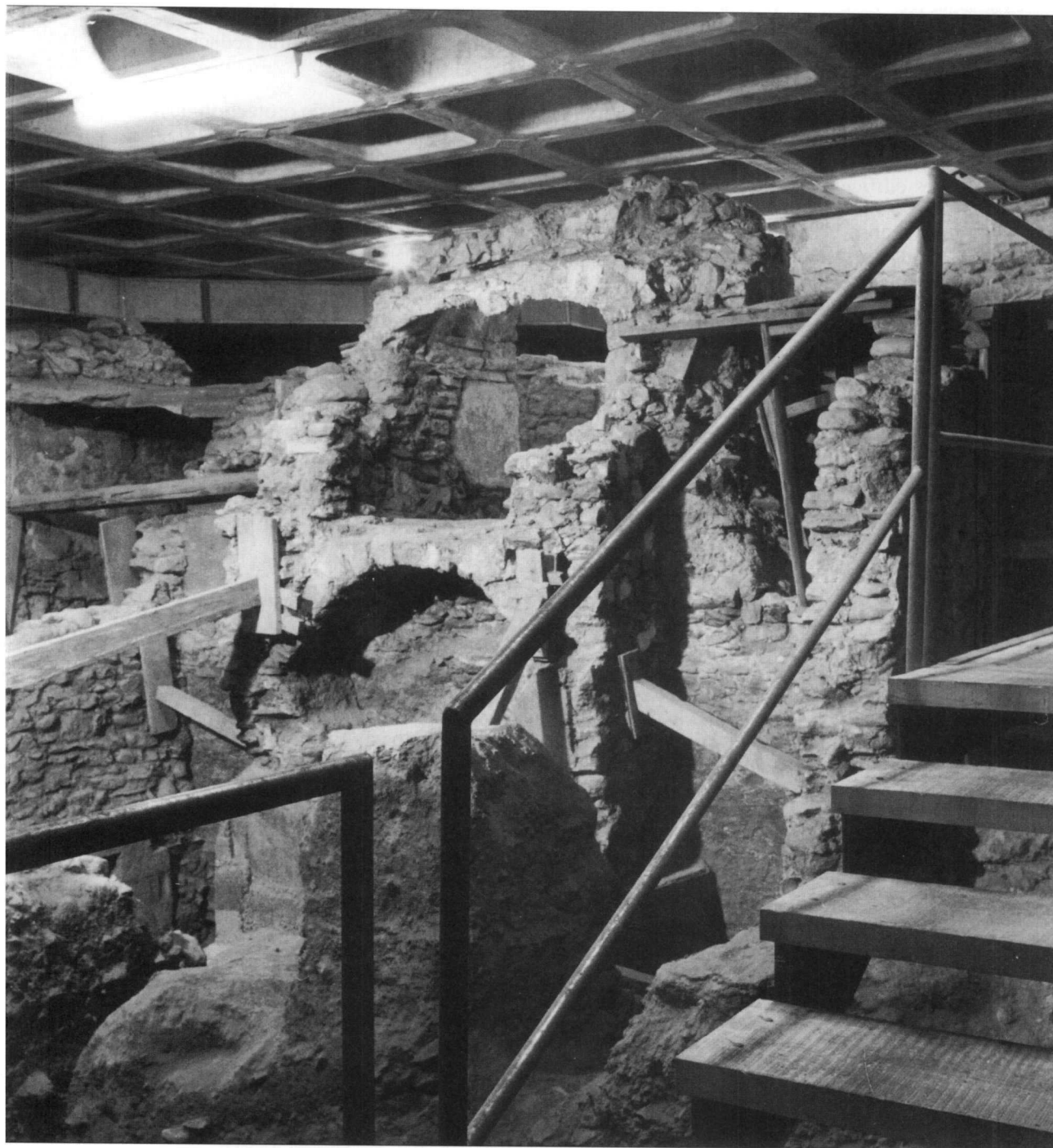
La masse de travail à fournir dans le domaine de la protection du patrimoine augmente sans cesse et pousse les autorités cantonales à créer, par une décision de mars 1971, le *Service des Monuments historiques et Recherches archéologiques*, sous la direction de François-Olivier Dubuis. On dote le service en personnel (que l'on complètera par la suite): 1 adjoint, 2 dessinateurs spécialisés, 1 secrétaire, et l'on augmente les moyens financiers destinés aux subventions des édifices classés. Pour pallier des effectifs malgré tout faibles face à l'ampleur de la tâche, le jeune service entretient des relations privilégiées avec de nombreuses associations locales de conservation du patrimoine qui démultiplient son action. Il continue d'autre part une fructueuse collaboration avec les services de l'État ou de la Confédération, ainsi qu'avec la Commission d'art sacré – conseillère de l'Evêché pour tout ce qui concerne les transformations d'églises, lesquelles ne relèvent pas de la réglementation cantonale des constructions.

⁴² Walter RUPPEN, *Die Kunstdenkmäler des Kantons Wallis, das Obergoms, die ehemalige Grosspfarrei Münster*, Bâle, 1976 (*Die Kunstdenkmäler der Schweiz*, 64).

IDEM, *Die Kunstdenkmäler des Kantons Wallis, das Untergoms, die ehemalige Grosspfarrei Ernen*, Bâle, 1979 (*Die Kunstdenkmäler der Schweiz*, 67).

IDEM, *Die Kunstdenkmäler des Kantons Wallis, der Bezirk östlich-Raron, die ehemalige Grosspfarrei Mörel*, Bâle, 1991 (*Die Kunstdenkmäler der Schweiz*, 84).

⁴³ Wilhelm EGLOFF et Annemarie EGLOFF-BODMER, *Les maisons rurales du Valais*, tome I: *Le pays. La construction en bois, la maison d'habitation*, Bâle, 1987 (*Les maisons rurales de Suisse*, 13).



*Les fouilles archéologiques menées par François-Olivier Dubuis sous l'église Saint-Théodule
Etat des travaux en 1981.*

(Photo: Bernard Dubuis)

Les classements de monuments augmentent, le nombre de restaurations aussi, dans une ambiance d'euphorie économique qui multiplie les transformations de bâtiments anciens. Il n'est pourtant toujours pas possible de classer les monuments selon un inventaire préétabli, tant à cause des faiblesses de l'appareil législatif à disposition que du simple fait de l'absence d'un tel inventaire. On classe au coup par coup, selon les demandes individuelles des propriétaires, ce qui explique certaines disparités dans l'éventail des édifices protégés par l'État. Le choix des bâtiments pris sous la protection du canton s'élargit toutefois. Alors qu'auparavant, on ne restaurait que quelques objets majeurs remontant au Moyen Âge, on s'occupe désormais d'édifices baroques, parfois même d'intérêt purement local. Chose impensable avant la création du service, on classe même des bâtiments de style néo-gothique que l'on avait longtemps qualifié péjorativement de «faux-gothique». Les interventions des restaurateurs du début du XX^e siècle sont par contre rarement considérées comme dignes de conservation lorsque l'on procède à de nouvelles campagnes de travaux et l'emploi assez lourd du béton et du ciment caractérise malheureusement longtemps les interventions de cette époque.

François-Olivier Dubuis se rend bien compte de la difficulté de gérer avec rigueur un domaine finalement très vaste et le redémarrage suivi des fouilles archéologiques romaines de Martigny lui fournit l'occasion de demander la constitution sur place d'une structure fixe dirigée par un spécialiste de l'Antiquité. C'est chose faite en 1974 et l'on sent déjà les prémices d'une distinction claire entre l'archéologie du sous-sol et la conservation des monuments historiques.

Le Service des Musées, Monuments historiques et Recherches archéologiques

Après la retraite de François-Olivier Dubuis, à la fin de l'année 1986, et suite au rapport demandé à un institut indépendant, le service créé 15 ans auparavant est réorganisé avec un espoir d'économies et de rationalisation qui, toutefois, ne se vérifia guère. On le regroupe, plus pour des raisons économiques que scientifiques, avec le Service des Musées cantonaux, dans une nouvelle structure, le *Service des Musées, Monuments historiques et Recherches archéologiques*, que l'on place sous la responsabilité du rédacteur des Monuments d'art et d'histoire Walter Ruppen. On en répartit les différentes charges entre trois offices distincts. L'*Office des Musées cantonaux* reprend les fonctions de l'ancien service du même nom, dirigé depuis 1984 par l'historienne de l'art Marie Claude Morand. Les deux autres offices proviennent d'un découpage, souhaitable d'un point de vue scientifique, du service de François-Olivier Dubuis. L'*Office des Recherches archéologiques* gère désormais toutes les fouilles du sous-sol, quelle que soit d'ailleurs l'époque des structures à analyser. Il est placé sous la direction de l'archéologue romaniste François Wiblé, auparavant responsable des fouilles archéologiques de Martigny. Enfin, l'*Office des Monuments historiques*, pour la première fois séparé du domaine de la recherche archéologique, se voit attribuer l'étude et le suivi des restaurations d'édifices conservés en élévation. Il est dirigé par une personne nouvelle dans la protection du patrimoine valaisan, l'historien de l'art Renaud Bucher. Pour ces deux offices, la continuité est largement assurée par le personnel formé à l'époque de François-Olivier Dubuis.

Les classements proposés par l'Office des Monuments historiques continuent de manière suivie, les conseils pour des restaurations non subventionnées également. Les faibles moyens financiers et le déficit en personnel ne permettent toutefois guère à cet Office d'anticiper sur les restaurations en suscitant des travaux ou des classements de bâtiments importants et comme auparavant, il doit se contenter de suivre les demandes émanant de privés ou de collectivités. Le cadre légal désuet ne permet d'ailleurs guère plus et l'on déplore, en 1989 encore, l'absence d'un véritable inventaire des monuments dignes de protection qui permettrait d'éviter des travaux malheureux par simple méconnaissance de la valeur d'un objet⁴⁴. Malgré tout, ce sont en moyenne 60 à 80 objets (classés ou non) qui sont restaurés annuellement selon les directives de l'Office des Monuments historiques. La fourchette chronologique des bâtiments «classables» est élargie aux édifices du début du XX^e siècle. Les ouvrages de génie civil ne sont pas pris en compte, avant tout parce qu'une telle demande n'a jamais été faite, mais les services compétents restaurent, dans les années 1990, plusieurs ouvrages d'art plutôt que de les démolir, parfois par économie financière, mais aussi pour leur valeur patrimoniale. Source de nombreux malentendus pour le nouvel Office, le devenir des objets mobiliers, rarement classés pour eux-mêmes, est souvent ambigu, en particulier lorsque l'édifice qui les contient (une église par exemple) est pris sous la protection de l'État, sans que l'on précise le statut exact de son contenu. Si les analyses archéologiques des édifices se multiplient, les publications se raréfient malheureusement d'autant.

Mais au cours des années 1990, l'Office des Monuments historiques, déjà peu «gâté» lors de sa constitution, subit une nette diminution des moyens financiers mis à sa disposition. En parallèle, la crise économique ambiante restreint fortement le nombre de bâtiments transformés et, pour la première fois depuis 1971, aucun bâtiment n'est classé en 1993⁴⁵. On compte alors un peu moins de 500 objets classés au niveau cantonal, dont près d'une centaine également au niveau fédéral.

Les années 1990 voient une multiplication de lois et arrêtés qui tous font une petite place à la protection du patrimoine bâti, mais plutôt dans le contexte d'un site. On peut citer en particulier la loi sur l'aménagement du territoire, du 22 juin 1979, entrée en vigueur en 1989, ou le classement ISOS, terminé en 1995 pour le Valais, en application de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage du 1^{er} juillet 1966. Étonnamment, le classement et la protection des édifices en ce qui concerne leur valeur intrinsèque dépend encore, à la fin du XX^e siècle, de la loi de 1906, largement désuète. La nouvelle loi sur la promotion de la culture, du 15 novembre 1996, indique que la protection du patrimoine fait partie des tâches culturelles incombant à l'État, mais précise qu'elle doit faire l'objet d'un règlement spécifique⁴⁶. Ceci se fera dans le cadre de la future loi sur la protection de la nature, du paysage et des sites, encore en discussion en 1997.

⁴⁴ «Le Service des musées, monuments historiques et recherches archéologiques en 1988. Office des monuments historiques», dans *Vallesia*, XLV/1990, p. LIII.

⁴⁵ «Office des Monuments historiques», dans *Vallesia* XLIX/1994, p. LXI.

⁴⁶ Loi sur la promotion de la culture, du 15 novembre 1996, chap. 1, article 2, alinéa 2 et chap. 3, art. 19-20.

On peut encore noter que, suite à la nouvelle loi sur les constructions, du 8 février 1996, entrée en vigueur en 1997 après avoir été appliquée plusieurs années durant sous forme de décret (dès 1992), le passage des compétences pour l'octroi des autorisations de construire, du canton aux communes, modifiera certainement la problématique de la sauvegarde du patrimoine. Ces dernières devront désormais protéger elles-mêmes les édifices et sites d'intérêt, dans le cadre de leurs zones de protection, le canton ne gardant que des prérogatives limitées, outre les objets classés qui restent de son ressort.

Une nouvelle réorganisation pour affronter le troisième millénaire

La structure mise en place en 1987 n'offre pas tous les avantages que l'on en attendait et implose peu à peu d'elle-même. En 1992, Walter Ruppen fait valoir ses droits à la retraite, mais son poste de chef de service n'est pas repourvu. L'intérim est assumé par l'historien Antoine Lugon. D'études en contre-études et d'analyses en contre-analyses, il apparaît nécessaire de procéder à une refonte administrative en profondeur, en cherchant des synergies également entre les différents départements. En janvier 1997, une nouvelle répartition entre ainsi en vigueur. Après une parenthèse de dix ans, les Musées cantonaux retrouvent leur indépendance en tant que service au sein du Département de l'Instruction publique (devenu en juillet 1997 le *Département de l'Éducation, de la Culture et du Sport*). Les deux autres offices, à savoir celui des Recherches archéologiques et celui des Monuments historiques, sont quant à eux regroupés au sein du Service des Bâtiments (qui fait partie du Département des Travaux publics, devenu *Département des Transports, de l'Équipement et de l'Environnement*), dirigé depuis 1979 par l'architecte cantonal Bernard Attinger. Désormais, la protection des sites bâtis, lointain apanage des Travaux publics, et l'entretien des monuments historiques, traditionnellement dévolu à l'Instruction publique, sont coordonnés par la même direction, en l'occurrence l'architecte Benoît Coppey, responsable de la nouvelle section «patrimoine» au sein du service, rebaptisé en toute logique Service des Bâtiments, Monuments et Archéologie. Dans la lancée, on y rattache également l'Office de la Protection des biens culturels, l'Office des Monuments d'art et d'histoire et les crédits de recherches sur la maison rurale, auparavant liés aux Archives cantonales.

La nouvelle restructuration a ainsi permis de grouper sous un seul toit la presque totalité des intervenants en matière d'étude et de protection du patrimoine bâti, dans l'espoir d'un gain certain en efficacité et en cohérence. Si ce regroupement ne pouvait qu'être souhaité, quel que soit d'ailleurs le département au sein duquel il s'est opéré, il reste à retrouver dans la nouvelle organisation administrative une bonne complémentarité entre l'approche technique des architectes, favorisant l'image des bâtiments et des sites, et l'approche historique des chercheurs du patrimoine régional, mettant en avant les valeurs intrinsèques des monuments. Un tel équilibre a toujours été cherché de manière plus ou moins volontaire dans la mise en place des structures de protection du patrimoine au cours du XX^e siècle, même si cette mise en place a été largement dictée par l'envergure personnelle des acteurs en jeu et leur vision propre. Les responsables des monuments historiques pourront alors prendre des décisions fondées, depuis l'étude des édifices, base indispensable à toute conservation cohérente, jusqu'aux travaux de restauration.

Enfin, il faut espérer que les moyens mis à leur disposition permettront une gestion anticipée de la protection de ce patrimoine bâti dont l'État du Valais se porte garant depuis plus d'un siècle.

Nos remerciements pour leur aide précieuse dans l'élaboration de ce texte vont à Mme Françoise Vannotti et à MM. François-Olivier Dubuis, Pierre Reichenbach, Gaëtan Cassina et Jean-Marc Biner.

Annexe: la loi du 28 novembre 1906

Loi
du 28 Novembre 1906
concernant la conservation des objets
d'art et des monuments historiques

Le Grand Conseil
du Canton du Valais

Voulant pourvoir à la conservation des antiquités offrant un intérêt artistique, scientifique, archéologique ou historique;
Sur la proposition du Conseil d'État,
Ordonne:

Article premier. - En vue de la recherche et de la conservation de tout ce qui peut intéresser le Canton sous le rapport de l'art, de l'histoire, de la science et des antiquités, il est institué une commission dite «Commission des monuments historiques».

Cette commission se compose de sept membres, dont six sont nommés par le Conseil d'État. Le Chef du Département de l'Instruction publique en fait partie de droit et la préside.

La Commission des monuments historiques remplace la Commission actuelle du Musée archéologique.

Un règlement du Conseil d'État en précise le fonctionnement et les attributions.

Art. 2. - Cette Commission est chargée:

a) de dresser, dans un registre spécial, l'état des immeubles, des meubles, peintures, documents, etc., ayant un intérêt national au point de vue indiqué et appartenant à l'État, aux communes, aux bourgeoisies, aux corporations d'un caractère public ainsi qu'aux particuliers qui y seraient consentants;

b) de proposer au Conseil d'État toutes mesures voulues pour la conservation ou la restauration des objets mobiliers ou immobiliers visés à la litt. a et d'exécuter les décisions prises.

En cas d'urgence, elle prend de son chef, sauf rapport au Conseil d'État, les mesures provisoires dictées par les circonstances;

c) d'étudier les questions se rapportant aux monuments et objets historiques, scientifiques, artistiques et archéologiques qui lui sont soumises par l'État, les communes, les corporations et les particuliers;

d) de veiller à l'entretien et à la conservation des biens classés;

e) de présenter au Conseil d'État, à la fin de chaque année, un rapport sur son activité.

Art. 3. - Le «Classement» consiste dans l'inscription, après décision motivée, d'immeubles ou objets, au «Registre des monuments historiques».

Art. 4. - Toute décision de la Commission concernant le classement d'un immeuble ou objet est communiquée au propriétaire. Celui-ci peut, dans les trente jours dès cette communication, recourir au Conseil d'État qui statue en dernier ressort.

Le classement des objets et monuments ayant un caractère de bien d'église ne peut se faire que d'entente avec l'autorité ecclésiastique compétente.

Art. 5. - Les effets du classement sont les suivants:

a) Tout immeuble ou objet classé ne peut plus être aliéné, restauré, réparé, transformé ou détruit sans l'autorisation du Conseil d'État qui prononce après avoir entendu la Commission et l'intéressé.

Cette interdiction court du jour de la notification, à l'intéressé, de la décision prévue à l'article précédent.

b) Tout immeuble ou objet classé doit être conservé et convenablement entretenu.

c) En cas d'aliénation autorisée d'un immeuble ou d'un objet classé, le droit d'acquérir appartient, à prix égal, à l'État. A défaut d'offre d'un tiers ou d'entente sur le prix, celui-ci est fixé par une commission spéciale de trois experts, nommés, l'un par le Conseil d'État, l'un par l'intéressé et le troisième par le Président de la Cour d'Appel.

d) Le Conseil d'État peut ordonner la restauration des biens classés, ou telles mesures qu'il juge utiles dans l'intérêt de leur conservation. Dans ce cas, il coopère aux frais au moyen de subsides prélevés sur le crédit budgétaire.

e) Le Conseil d'État peut interdire purement et simplement et sans indemnité, après avoir entendu les autorités intéressées ainsi que la Commission des monuments historiques, l'aliénation ou la destruction des biens classés appartenant aux communes et aux bourgeoisies ou à des corporations ayant un caractère public.

S'il s'agit de biens appartenant à d'autres sociétés ou à des particuliers, le Conseil d'État ne peut refuser l'autorisation d'aliéner, à moins de se rendre acquéreur pour le compte de l'État, au prix fixé par la Commission instituée à la litt. c ou par entente amiable.

f) L'État a le droit de se rendre acquéreur des biens classés qui seraient négligés ou abandonnés. A défaut d'entente sur le prix, celui-ci est fixé comme il est dit à l'alinéa précédent.

Art. 6. - L'État a le droit, moyennant équitable indemnité, de pratiquer des fouilles sur les immeubles non bâtis. Il devient propriétaire pour la moitié, des objets trouvés dans les fouilles, et est en droit d'acquérir l'autre moitié. En cas de désaccord sur le prix, celui-ci est fixé par la Commission d'expertise.

Art. 7. - La servitude sur les immeubles, résultant du classement, doit, pour déployer ses effets à l'égard des tiers être inscrite au bureau des hypothèques, dans un registre spécial, destiné à recevoir les inscriptions qui seront faites par la Commission des monuments historiques. Cette inscription est gratuite.

Art. 8. - Les effets du classement, déterminés par les articles précédents, suivent les biens classés en quelques mains qu'ils passent.

Art. 9. - Les biens classés, dont l'État est propriétaire, sont inaliénables.

Art. 10. - Le Conseil d'État peut, en tout temps, d'office ou à la requête des intéressés, et après avoir entendu la Commission des monuments historiques, ordonner le déclassement total ou partiel des immeubles ou des objets classés.

Toutefois, le déclassement des immeubles appartenant à l'État ne peut être prononcé que par le Grand Conseil, sur préavis motivé du Conseil d'État.

Art. 11. - Le Grand Conseil fixe chaque année, par voie budgétaire, le crédit affecté aux restaurations et à l'acquisition de monuments ou objets d'un caractère historique, scientifique, artistique ou archéologique. Les restaurations ou acquisitions qui ne peuvent pas être accomplies au moyen des ressources ordinaires du budget, sont soumises aux délibérations du Grand Conseil.

Art. 12. - Les archives de la Commission des monuments historiques sont formées par les registres du classement, les procès-verbaux des séances de la Commission, les minutes de ses rapports, décisions et mémoires, les relevés, plans, photographies, etc. Ces archives sont publiques et peuvent être consultées sur simple demande, adressée au Président de la Commission.

Art. 13.- Les contraventions aux dispositions de la présente loi sont punies de l'amende jusqu'à 1'000 francs, à prononcer par le Conseil d'État, l'intéressé entendu. En cas de récidive, l'amende peut être portée à 2'000 fr.

Donné en Grand Conseil, à Sion, le 28 Novembre 1906.

Le Président du Grand Conseil: Ch[arles] de Rivaz.
Les Secrétaires: Cyr[ille] Joris - Ig[naz] Mengis.